

Des salariés de l'Afpa créent un "Observatoire du stress et des douleurs social"

Un "Observatoire du stress et des douleurs social" à l'Afpa a vu le jour mercredi 25 novembre 2020. Créé par des salariés de l'Épic il se fixe comme objectif de recueillir la parole des salariés et "favoriser l'intelligence collective" pour lutter contre le mal-être au travail. Il se place en complément des instances existantes sur ces problématiques. Les organisations syndicales et la direction générale de l'Épic sont d'ailleurs invitées à l'intégrer. Une initiative qui interroge toutefois la direction de l'Épic alors qu'un accord majoritaire sur les risques psychosociaux vient d'être signé.



Alberta Dulymbois, présidente de l'Observatoire du stress et des douleurs social à l'Afpa, et Jean-Alain Gourlaouen, son vice-président Droits réservés - DR

"L'Observatoire du stress et des douleurs social à l'Afpa veut promouvoir les objets d'études appropriés pour identifier toutes les carences et les risques portés par la politique et l'action publique sur les salariés d'un établissement public : maladies, burn-out et situations plus aggravées."

Les statuts de cet observatoire constitué sous forme associative par des salariés de l'Afpa posent l'objectif assigné à l'OSDSA. Un nouvel organisme qui ne veut en aucun cas *"se substituer aux comités de direction, aux instances de représentation déjà existantes, mais a pour*

but de créer un espace de liberté propice à la recherche et au témoignage des individus des salariés en favorisant la transparence de la direction et de la tutelle sur des phénomènes d'enclavement à combattre".

Si les statuts de cette association ont été signés le 18 octobre 2020, elle est réellement née le mercredi 25 novembre, jour de son assemblée générale constitutive.

PRENDRE EN COMPTE LE MAL-ÊTRE DES SALARIÉS

"Nous sommes partis du constat que, si de nombreux observatoires existent, il n'existe rien pour les Epic. Initialement, nous voulions organiser quelque chose qui puisse se pencher sur la situation dans les Epic avant de nous recentrer sur l'Afpa pour, peut-être, l'aider", explique à AEF info **Alberta Dulymbois, présidente de l'OSDSA**. *"Notre objectif n'est pas de nous substituer aux instances mais de recueillir les souffrances qui s'expriment, partager les constats que nous faisons sur le terrain. Aujourd'hui, nous constatons un taux d'absentéisme important qui traduit un mal-être."*

"Le souci est que les salariés de l'Afpa sont dans une mission humaine de réinsertion des demandeurs d'emploi et on se rend compte qu'aujourd'hui, ce sont les salariés de l'Afpa qui sont en difficulté avec un PSE totalement raté qui a oublié tout le volet humain", regrette **Gilles Duclos, le trésorier de l'OSDSA**. *"On voit des collègues pleurer dans leurs bureaux, on entend parler de suicides mais il n'y a aucune communication de la direction... Le sujet du mal-être est évité mais il est réel."* Pour autant, il souligne que *"l'objectif n'est pas d'attaquer la direction"* de l'Epic. *"Nous restons dans une logique de bienveillance. Nous voulons faire avancer les choses dans un esprit de pérennisation de l'Afpa",* explique **le vice-président de l'OSDSA, Jean-Alain Gourlaouen**. Dans cette logique, un des objectifs des membres de l'OSDSA est d'inviter les organisations syndicales et la direction générale de l'Afpa à participer à leurs travaux.

ÉTONNEMENT DE LA DIRECTION

Contacté par AEF info, le nouveau DRH (directeur des ressources humaines) de l'Afpa, **Philippe Le Blon-Boitier**, indique ne pas avoir été informé de cette initiative et donc, ne pas avoir été convié à y participer. *"L'initiative de créer un tel observatoire a du sens, mais l'analyse était déjà faite et des outils sont mis en place, notamment dans le cadre de l'accord sur les RPS qui vient d'être signé",* remarque-t-il. *"Pour autant, si nous sommes contactés, nous écouterons et nous verrons s'il y a des choses à faire mais nous ne voulons pas substituer le rôle des partenaires sociaux à un collectif aussi pertinent soit-il."*

De fait, le DRH s'étonne de la formalisation de cette initiative alors même qu'un accord sur les risques psychosociaux et la qualité de vie au travail vient d'être signé, le 26 novembre, par trois organisations syndicales (CGT, CFDT et FO), tandis que la quatrième (la CFE-CGC) réserve sa signature dans l'attente du résultat d'autres négociations en cours ou à venir. *"Les sujets visés par cet observatoire sont bien évidemment couverts par les travaux qui vont être menés dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord sur les RPS et on ne voit pas très bien comment cette initiative peut s'inscrire dans ce paysage"*, souligne-t-il.

SITUATION DIFFICILE MAIS PRISE EN COMPTE

Philippe Le Blon-Boitier reconnaît que les salariés ont traversé des moments difficiles, mais il estime que tout est mis en place pour améliorer une situation bien prise en compte. *"Nous sortons d'un PSE qui a été long. Maintenant, nous tournons cette page et nous sommes dans une phase de construction, de développement et de transformation de l'Afpa. Tout le traumatisme subit par les salariés au cours de cette période de discussion du PSE qui a été longue, est évident. L'idée est de réussir à passer à autre chose"*, souligne-t-il. Une volonté qui devra certainement encore attendre dans la mesure où le résultat de l'appel de l'Afpa contre la suspension de ce PSE décidée l'été dernier, est attendu avant la mi-décembre.

Il insiste également sur le fait *qu'"une préoccupation forte de la direction est de retrouver des situations de mieux vivre au travail et de bien-être"*. Un objectif qui se traduit, pour le DRH, dans les différentes négociations finalisées ou en cours : risques psychosociaux et qualité de vie au travail, télétravail ou encore GPEC, qui vient d'être lancée avec comme objectif de "redynamiser les parcours professionnels". *"Tous les outils RH qui sont remis en œuvre visent à répondre à la question du stress au travail."*